

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 16 août 2015

N° 414

PRIX : 0,60 Euro



DRAME DES MIGRANTS :

BARBARIE DU CAPITALISME

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Drame des migrants :
Barbarie du capitalisme

Pages 3

Sénégal: des capitalistes
veulent faire main basse sur
des terres agricoles

Page 4

Côte d'ivoire : école
obligatoire : de belles
paroles qui ne valent pas un
sou

Page 5

-L'indépendance n'a rien
changé au sort des
travailleurs et des pauvres

Page 7

Côte d'ivoire : une
augmentation dérisoire
dans le privé

Page 8

-Insécurité galopante :
aux travailleurs d'organiser
leur propre sécurité

Page 9

Madagascar

Des cadeaux fiscaux aux
entreprises des zones
franches

ABONNEMENT

France : (En tarif réduit)

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait
uniquement en espèces ou
en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

Notre site internet:
www.uatci.org

DRAME DES MIGRANTS : BARBARIE DU CAPITALISME

Cela fait des mois que nous assistons à une situation dramatique pour les migrants qui essaient de traverser les frontières pour arriver en Europe. Sur des milliers qui tentent de traverser la Méditerranée dans des embarcations vétustes, il y en a des centaines qui meurent noyés faute de secours. Selon les organismes officiels, les chiffres sont éloquentes. Ainsi depuis le début de l'année 2015, 103.000 sont arrivés en Europe, dont 54.000 en Italie, 48.000 en Grèce et le reste en Espagne et à Malte. En plus, on dénombre pour l'année 2015 environ 2.000 morts noyés en mer.

Le 27 juillet 2.200 migrants ont tenté de pénétrer dans le Tunnel sous la Manche pour se diriger vers l'Angleterre. Ils ont été bloqués d'une manière féroce par les forces de l'ordre : il y a eu dix morts. Par ailleurs dans la ville de Calais, il y a des milliers de migrants parqués dans des camps vétustes. Et quand ils essaient d'embarquer dans des camions pour passer le tunnel de la Manche, ils sont pourchassés par des policiers et cela entraîne des morts.

Après avoir risqué leur vie pour arriver en Europe, les migrants se retrouvent à errer parce qu'ils sont rejetés d'un pays à l'autre. C'est une situation révoltante et l'attitude du gouvernement français est parmi les plus répugnantes. Il ne laisse parvenir qu'une aide humanitaire dérisoire à des milliers de personnes contraintes de survivre comme elles peuvent dans les bois autour de Calais ou à la frontière italienne. En plus, le fait de bloquer les passages de frontières ne fait qu'aggraver la situation de ces migrants.

Tout cela, c'est le résultat de la politique de l'impérialisme qui perdure dans le monde. Depuis des décennies les capitalistes français s'emparent des richesses minières et agricoles de l'Afrique de l'Ouest et Centrale pour leurs propres intérêts sans se soucier des besoins de la population. Bien au contraire, par la politique de la monoculture des produits pour le marché international, les paysans s'appauvrissent et tous les ingrédients sont là pour inciter à l'immigration. Le chômage est chronique chez les jeunes. Ils en ont marre d'être à la charge de leurs proches alors que leurs parents attendent d'eux des soutiens matériels et financiers. Ils voient que ceux qui ont immigré en Europe améliorent le sort de leurs parents restés en Afrique par l'envoi d'argent, et construisent leur maison pour leur retour définitif au pays. Ainsi ceux qui croupissent sur place préfèrent prendre tous les risques en se lançant sur la route de l'Europe ou de l'Amérique.

Quant aux populations de Syrie, de l'Irak, de l'Erythrée, de Somalie ou du Soudan, elles subissent une situation de guerre, de crise politique, en plus de la misère qui les obligent aussi à émigrer. L'impérialisme a provoqué par sa politique des conflits armés. Les victimes sont les populations pauvres. Elles aussi n'ont pas d'autres solutions que de fuir la

guerre et la misère. Cela produit non pas des milliers, mais des millions de réfugiés qui trouvent asile dans les pays voisins, des pays pauvres qui n'ont rien à leur offrir que des camps de toile. Ce sont les camps de réfugiés somaliens en Éthiopie, les camps de réfugiés érythréens au Soudan. Au Moyen Orient c'est au Liban et en Turquie que se retrouvent les camps de réfugiés. Certains d'entre eux tentent désespérément de rejoindre l'Europe par tous les moyens.

Les migrants qui sont parqués n'importe où dans le monde sont les victimes de cette société d'injustice. Le capitalisme est un système économique et politique violent, inhumain, qui domine le monde. Pour perpétuer son pouvoir il maintient les populations dans la misère et provoque même des crises politiques, des guerres. Les travailleurs ont tout intérêt à créer des organisations pour mettre fin à sa domination.

SÉNÉGAL

Sur l'accaparement des terres agricoles au Sénégal, nos camarades de Lutte Ouvrière (France) ont publié un article consacré à ce sujet sur leur édition du 31 juillet 2015. Nous reproduisons ci-dessous cet article.

DES CAPITALISTES VEULENT FAIRE MAIN BASSE SUR DES TERRES AGRICOLES

Un rapport établi par des ONG et un collectif de villageois sénégalais révèle comment un consortium d'intérêts privés ayant des ramifications en Italie, aux États-Unis, au Brésil et au Panama, la Senhuile-Sénéthanol SA a accaparé 20 000 hectares de terres agricoles pour y produire notamment du bioéthanol, un carburant végétal.

Ce vaste projet d'expropriation concerne 37 villages et hameaux, soit près de 9 000 personnes qui vivent en grande partie de l'élevage. Les opérations de ces capitalistes les privent d'un accès à la majorité de leurs pâturages. Le projet a déjà eu pour conséquence la destruction d'habitations et d'écoles. Des villages entiers sont privés d'eau ; les femmes sont désormais obligées de marcher 10 kilomètres pour aller en chercher. Le projet prévoit même de raser certains villages.

Ce rapport revient sur les faits : en 2010, Sénéthanol SA, se voit accorder 20 000 hectares

de terres dans la région de Fanaye pour cultiver de la patate douce afin de produire des agro-carburants pour l'Europe. Les villageois se soulèvent, les forces de répression tuent deux d'entre eux et font des dizaines de blessés graves. Le projet est alors suspendu par le président sénégalais Wade, mais sous la pression du FMI il le réautorise en mars 2012. Le nouveau président Macky Sall annule à son tour le projet, mais pour le réautoriser quelques mois plus tard. Le projet semble de nouveau suspendu pour des affaires de justice et de corruption.

Mais comme le disent les paysans mobilisés, « *depuis des années des terres fertiles sont offertes à des riches particuliers ou à des financiers internationaux, [...] la question est de savoir qui est le propriétaire des terres* ». Le gouvernement pense qu'il peut en disposer à sa guise, les villageois estiment, à juste titre, qu'elles leurs appartiennent. Et ils se battent pour en conserver l'usage !

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

CÔTE D'IVOIRE

**ÉCOLE OBLIGATOIRE : DE BELLES PAROLES
QUI NE VALENT PAS UN SOU !**

Ouattara se fait de la publicité à bon compte en prétendant vouloir rendre l'école obligatoire et gratuite jusqu'à l'âge de 16 ans, en vue, dit-il, de « l'émergence 2020 ». S'il brasse ainsi beaucoup de vent, ça a au moins l'avantage pour lui d'ajouter un grain de plus dans son chapelet de réalisations à venir, qu'il ne manque pas d'égrener lors de ses tournées électorales en cours.

Pour ceux qui s'en souviennent, l'école obligatoire et gratuite figurait aussi dans le « programme » de Laurent Gbagbo. Il n'a pas trouvé l'argent nécessaire pour réaliser cette promesse mais il en a trouvé pour continuer d'engraisser les banquiers occidentaux et les bailleurs de fonds sous forme de milliards de francs engloutis chaque année pour rembourser les prétendues dettes de la Côte d'Ivoire. Les pauvres, eux, n'ont jamais vu la couleur de cette masse d'argent mais c'est à eux qu'on a imposé des années durant des sacrifices et des privations de toutes sortes pour rembourser cette dette qui a sans nul doute permis d'engraisser au passage toutes les cliques qui se succèdent au pouvoir.

L'école gratuite n'a jamais été que sur le papier. Les inscriptions sont toujours payantes ainsi que les livres et les cahiers.

Durant de nombreuses années il n'y a quasiment pas eu de constructions de nouvelles écoles publiques en Côte d'Ivoire alors qu'entre temps, la population n'a cessé d'augmenter. De plus, les écoles publiques existantes ont eu le temps de se délabrer, faute d'entretien. La plupart n'ont ni eau, ni électricité, ni latrines.

Face à cette situation désastreuse, le gouvernement est bien obligé d'investir pour construire de nouvelles écoles, dont certaines viendront en remplacement des anciennes bâtisses devenues inutilisables. C'est ce peu que Ouattara et son gouvernement ont beau jeu de présenter comme étant une prouesse. Ce sont justement les milliards de remboursements effectués par le pouvoir précédent qui permet aujourd'hui à Ouattara d'emprunter à nouveau

de l'argent et réaliser le minimum d'investissements qui n'ont pas été réalisés depuis les 25 ou 30 dernières années.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Selon le gouvernement, il y aurait un million deux cent mille enfants de 6 à 16 ans non scolarisés en Côte d'Ivoire. Le budget consacré pour l'année scolaire 2015-2016 serait de 700 milliards de francs. Soit moins de la moitié du chiffre d'affaire réalisée par la seule SIR (Société Ivoirienne de Raffinage) durant un an. En comparaison, pour la même année, la Côte d'Ivoire consacrerait 1 200 milliards aux banquiers en remboursement de dette. Soit, presque le double de ce qui est prévu pour la scolarité.

De plus, chacun sait que la majorité des enfants des pauvres fréquentent les « écoles privées », pour ne pas dire des « écoles boutiques ». Cela, faute de place dans les écoles publiques. Les élèves y sont entassés souvent à une centaine par classe ; les enseignants sont formés au rabais et sont payés à une cinquantaine de mille francs par mois ! Alors, un gouvernement vraiment soucieux de la scolarité des enfants aurait réglé ces problèmes-là.

Les gens du pouvoir ne sont pas sans savoir que si de nombreux enfants ne vont pas à l'école, c'est parce que les parents ont de moins en moins les moyens d'assurer leur scolarité, du fait que la vie est devenue plus chère au fil des ans, alors que les salaires n'ont pas suivi l'augmentation du coût de la vie. Le résultat c'est que de nombreux enfants des villes sont obligés de gagner leur pain quotidien en faisant de petits métiers ou en devenant apprentis. Quant aux enfants de la campagne, nombreux aussi sont ceux qui commencent très tôt à vaquer aux travaux champêtres, parce que les parents sont trop pauvres pour faire autrement.

Les dirigeants actuels du pouvoir se vantent à bon compte de vouloir scolariser les enfants des pauvres, mais la vérité est que le premier de leurs soucis c'est de permettre aux

riches de s'engraisser encore plus et encore plus vite ; et au passage de s'engraisser eux-mêmes.

L'Etat ivoirien est entièrement au service du système capitaliste. Sous un tel système, les intérêts des travailleurs et des populations pauvres passent en dernier, au profit de ceux des exploiters. Chacun sait, par exemple, que les matières premières dont un pays comme la Côte

d'Ivoire est grand producteur sont vendues à des prix qui ne permettent pas au pays d'assurer même le minimum. Le peu que le pays récupère est accaparé par les parasites et les capitalistes locaux. Voilà pourquoi l'Etat ivoirien se donne les moyens de répression appropriés, en hommes et en armes, pour briser toutes éventuelles révoltes des classes opprimées contre cette injustice sociale.

CÔTE D'IVOIRE

L'INDÉPENDANCE N'A RIEN CHANGÉ AU SORT DES TRAVAILLEURS ET DES PAUVRES

Le 7 août, les ambassadeurs de France et des Etats-Unis, installés en première loge en compagnie des Ouattara, ont sabré le champagne. Parmi les invités, il y a avait les hauts dignitaires de l'armée et de l'administration, divers représentants des riches, des dirigeants des partis politiques d'opposition, ainsi que les alliés des exploiters que sont les hauts dirigeants syndicalistes de l'Ugci, Dignité, Fesaci, Humanisme et consort. C'est tout ce beau monde du camp des riches qui a fêté le 55^{ème} anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Mais de quelle indépendance est-il donc question ?

Il faut rappeler que les colonisateurs ont découpé l'Afrique en petits morceaux pour pouvoir mieux la dominer et l'exploiter. Ainsi, il y a 55 ans, le colonisateur français a remplacé le drapeau « *bleu-blanc-rouge* », trop taché de sang de la colonisation, pour hisser des chiffons « *orange-blanc-vert* » pour les uns, « *vert-jaune-rouge* » pour d'autres, etc. Les gouverneurs coloniaux qui dirigeaient ces entités ont été transformés en « *conseillers* » de Présidents souvent fantoches installés au pouvoir par leur soin. Là où ils l'ont pu, ce sont des gens comme Houphouët Boigny, déjà ministre au sein du gouvernement colonial, dont la fidélité aux intérêts coloniaux avait été testée des années auparavant, qui ont été promus au pouvoir. Et l'armée coloniale a cédé la place à une pléthore de corps habillés locaux, tout aussi féroce, pour veiller à la perpétuation de ce même système capitaliste.

Depuis lors, les Présidents ont changé, mais tous ont œuvré dans le sens des intérêts des capitalistes.

C'est donc le bilan de ces 55 ans d'indépendance, positif pour les riches, à commencer pour l'ex-puissance coloniale, que tous ces gens-là ont fêté. En effet, les intérêts capitalistes occidentaux ont plutôt prospéré en Côte d'Ivoire. Toutes les grandes entreprises du pays leur appartiennent, à commencer par les banques, les mines, le pétrole, la télécommunication, le port, le réseau ferré, l'eau, l'électricité et le BTP. De plus, la Côte d'Ivoire produit plus que jamais des produits de spéculations introduits durant la période coloniale, tels que le cacao, le café, le palmier à huile, l'hévéa, le coton et la noix de cajou. Ces cultures ont fait la fortune de nombreux capitalistes dans le monde. Cela s'est fait évidemment au détriment des produits agricoles nécessaires aux populations.

A Abidjan, la classe riche étale sa richesse au grand jour. Elle est visible en nombre de voitures luxueuses, de villas cossues, de grands hôtels, de restaurants et autres magasins de produits de luxe, même si ces capitalistes gardent leur argent en sécurité sous d'autres cieux.

Quant aux travailleurs et aux populations laborieuses, l'exploitation qu'ils subissent s'est accrue avec l'indépendance : en plus des intérêts de l'ex-puissance coloniale qu'il faut satisfaire, s'y sont ajoutés ceux de la bourgeoisie locale de plus en plus nombreuse et non moins rapace.

Ainsi, au bout de ces 55 ans, la situation des travailleurs s'est nettement dégradée. Le travail qu'ils fournissent, la richesse que leur travail produit, sont bien plus grands qu'il y a 55 ans. Pourtant, ils sont de plus en plus nombreux ceux d'entre eux qui côtoient la misère et sont réduits à vivre dans des bidonvilles où les riches entassent les populations pauvres. La situation des travailleurs est plus que jamais précaire car l'indépendance n'avait pas pour objet

d'améliorer leur situation. Ce sont seulement les luttes qu'ils ont eu à mener dans certains secteurs pour défendre leurs intérêts qui leur ont permis de limiter cette exploitation en arrachant quelques améliorations dans leurs conditions de travail ou dans leurs conditions d'existence en général. C'est aussi par leurs luttes futures que les travailleurs réussiront à mettre fin à cette société d'exploitation.

CÔTE D'IVOIRE

GRÈVE DES AGENTS DU MINISTÈRE DU COMMERCE GOUVERNEMENT ET PATRONAT, MÊME ATTITUDE VIS-À-VIS DES TRAVAILLEURS EN LUTTE

24 agents du Ministère du commerce ont été jetés en prison le 28 juillet dernier, suite à une grève pendant laquelle ils réclamaient de meilleures conditions de vie et de travail.

En effet, une grève de trois jours avait été lancée par l'un des syndicats des travailleurs de ce ministère pour exiger le paiement de primes et d'indemnités liées à leur fonction. Devant le refus du ministre de donner suite à leurs revendications, ces travailleurs ont organisé une manifestation à la Sorbonne au plateau.

Plutôt que de chercher à résoudre le problème, ce sont les forces de répression que le Ministre de tutelle leur a envoyées. Celles-ci ne

se sont pas faites prier pour lancer des gaz lacrymogènes sur les travailleurs et arrêter 24 parmi eux, dont 4 femmes.

Cette attitude de mépris et de violence adoptée par le gouvernement vis-à-vis de ses travailleurs est la même que celle que le patron adopte vis-à-vis de nous. Et quoi de plus étonnant quand on sait que le ministre du Commerce, Billon est en même temps l'un des plus grands patrons d'entreprise dans ce pays !

On voit bien là tous les rapports qu'il y a entre le patronat et le gouvernement dont les travailleurs n'ont absolument rien à attendre.

GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE CFAO

Les travailleurs du groupe CFAO Motors, une entreprise de vente de voitures neuves située à Treichville et Vridi sont en grève depuis plusieurs semaines. Ils réclament entre autres, un salaire minimal de 250.000F, une gratification de fin d'année à 100% pour le 13^{ème} mois, un profil de carrière, de meilleures retraites qui à l'heure actuelle équivalent à une misère, une meilleure prise en charge maladie, de meilleures conditions de travail, bref les travailleurs réclament une vie digne d'un être humain.

Mais le patron, comme il fallait s'y attendre, plutôt que de se pencher un tant soit peu sur les problèmes que lui ont soumis les travailleurs, a opté pour la répression dans le but d'intimider les salariés en lutte. D'abord, il fait

occuper les locaux de l'entreprise par des forces de répression et ensuite il a licencié six travailleurs qui sont en fait des représentants. Mais toute cette brutalité et ce mépris affiché par les patrons, ne semble pas entamer la détermination des travailleurs qui continuent la grève et exigent la réintégration pure et simple de leurs collègues licenciés injustement.

Quelle que soit l'issue de ce bras de fer, les travailleurs auront montré qu'ils sont capables de tenir tête et de ne pas se laisser écraser impunément face à l'arrogance des patrons qui se croient tout permis.

Souhaitons que les travailleurs trouvent l'énergie nécessaire pour aller jusqu'au bout de leur lutte. Et s'ils parviennent à entraîner

d'autres travailleurs de la zone industrielle de Vridi, cela ne fera que renforcer leur camp. Ce qui est sûr en tout cas, c'est que leurs

revendications concernent l'ensemble des travailleurs de la zone et au-delà.

CÔTE D'IVOIRE

UNE AUGMENTATION DÉRISOIRE DANS LE PRIVÉ

Les salaires des travailleurs du secteur privé a connu une petite hausse. Elle varie de 7 à 13% selon le secteur d'activité. Soit 8 000 F pour 100 000F par exemple. Cette augmentation devrait être rétroactive depuis janvier 2015. Même si Ouattara s'en gargarise, elle reste néanmoins dérisoire car les salaires sont restés bloqués depuis plus de 25 ans. De plus, certains patrons n'en font qu'à leur tête.

A la zone industrielle, il y a des patrons comme celui d'UNIWOOD qui refuse carrément d'appliquer cette mesure. Celui de COPACI dit qu'il va commencer à payer à partir de ce mois mais qu'il ne fera pas le rappel depuis janvier. Celui de SOTACI, c'est face à la grogne des travailleurs qu'il a décidé de mettre en application et de payer le rappel.

Le journal pro-RDR, « *Le Patriote* » demande aux travailleurs du privé de dénoncer les employeurs rebelles. Il leur demande d'aller voir l'Inspection du travail ou l'Inspection générale de l'Emploi pour que celles-ci saisissent le patronat lorsque des employeurs refusent d'appliquer la loi.

Mais les travailleurs savent qu'ils n'ont rien à attendre de toutes ces structures. Que c'est grâce à leurs luttes qu'ils pourront imposer la prise en compte de cette augmentation, le paiement effectif des arriérés mais imposer surtout une augmentation de salaire plus conséquente.

FASO-CONSTRUCTION : DEUX JOURS DE GRÈVE ONT FAIT PLIER LA DIRECTION

Au courant du mois de juillet, les 190 travailleurs des différents chantiers de l'entreprise de BTP, Faso-Construction, se sont donné rendez-vous une fois encore sur le chantier de la CNPS à Angré 8ème tranche pour réclamer les droits de fin contrat.

Cela faisait pour certains plus de 4 mois que le patron avait mis fin à leur contrat, souvent après un an de travail. Comme c'est le cas dans le BTP, ils étaient chassés sans congé ni gratification. Pour revendiquer ces primes de fin de contrat, les travailleurs se sont organisés en syndicat et ont porté à la connaissance de la direction des points de revendications. Ils ont réclamé le congé, la gratification, le rappel des heures supplémentaires et les primes de tenue et de salissure.

Le patron, après vérification a accepté de payer. Mais comme au fond de lui, il ne voulait pas payer, il a profité de la grève du 11 juin suite au retard des salaires, pour mettre fin au contrat de tout le monde. Manque de pot pour lui, ce

renvoi a produit plutôt l'effet contraire. Lui qui croyait que les travailleurs étant dehors n'avaient plus les moyens de se mobiliser, a trouvé des travailleurs très déterminés. Il a commencé à les tourner en bourrique en donnant de faux rendez-vous comme il en a l'habitude. C'est excédés de tous ces va et vient que le lundi 6 juillet, les travailleurs ont tout bloqué. Ils ont même interdit l'accès du chantier aux travailleurs des autres entreprises. Il faut dire que le directeur de cette société a pour habitude d'abandonner les anciens chantiers avec le personnel pour se concentrer sur le nouveau chantier. Ainsi, depuis le mois d'avril, il avait élu domicile sur le chantier de la CNPS, abandonnant ainsi les chantiers de Grand Bassam, de la Primature et du Trésor au Plateau. Les ouvriers de ces différents chantiers étaient obligés, s'ils voulaient leur salaire, de venir les fins du mois, sur le chantier de la CNPS.

Cette grève qui a mobilisé plus de 160 travailleurs, était une occasion pour les travailleurs de venir lui dire leur mécontentement. Et c'est ce qu'ils ont fait. Du

coup, la grande mobilisation et le fait de bloquer les autres entreprises, a obligé la direction de la CNPS à prendre part à la négociation. La CNPS s'engagea à donner les moyens à son client pour qu'il puisse décanter la situation

Grace à cette pression, le directeur de Faso-Construction a promis de payer les travailleurs au plus tard le lendemain à 11 heures. Les travailleurs ont exigé que cela soit

écrit et signé et par le directeur et par le représentant de la CNPS. Ce qui fut fait. Le mercredi 8, à la bonne heure, la direction a déposé les 30 millions et procéder à la paie des travailleurs.

Cette lutte a, une fois encore démontré la capacité de la classe ouvrière à faire changer les choses à son profit, quand elle est mobilisée et déterminée.

CÔTE D'IVOIRE

INSÉCURITÉ GALOPANTE : AUX TRAVAILLEURS D'ORGANISER LEUR PROPRE SÉCURITÉ

L'assassinat d'une jeune étudiante par les « microbes » dans la commune de Yopougon dans la nuit du mardi 11 Août a remis au grand jour l'épineux problème de l'insécurité dans les quartiers populaires. En effet, elle a été attaquée par ces groupes de jeunes alors qu'elle rentrait tard le soir après une séance d'étude. Ces malfaiteurs l'ont dépouillée de tout ce qu'elle possédait avant de lui donner plusieurs coups de couteau et même des coups de machette. La fille est décédée des suites de ses blessures. Des agressions de ce genre sont devenues monnaie courante dans les quartiers populaires mais on a plus particulièrement parlé de ce dernier cas car il a été relayé par la presse.

Dans la même commune, quelques jours après, un affrontement a opposé des habitants à des jeunes supposés être des « microbes ». Trois jeunes gens présentés comme tels ont été tués par une foule en colère. Abobo n'est pas en reste. Il ne se passe pas un jour sans que ces « microbes » n'agressent. La semaine dernière une attaque d'envergure de ces derniers avait semé la panique. Dans une seule soirée, ces bandits ont attaqué tous ceux qu'ils rencontraient sur leur chemin de la gare d'Abobo jusqu'au quartier Avocatier sans rencontrer la moindre résistance.

Face à cette recrudescence de l'insécurité, les forces de sécurité montrent leur incompétence totale. Et pourtant on se souvient que le gouvernement avait créé plusieurs brigades soi-disant pour lutter contre l'insécurité. Mais sur le terrain, elles sont inexistantes. S'il s'agissait de mater des manifestations de la population, là c'est sûr à cent pour cent qu'on les verrait. Mais pour assurer la sécurité de ces mêmes populations, elles désertent les lieux.

Et que dire de nos autorités. À les écouter, on a l'impression qu'elles viennent d'une autre planète. Dans tous les discours, elles ne manquent pas d'occasion pour évoquer le retour de la sécurité et de l'indice de sécurité qui serait en nette amélioration. Et pourtant sur le terrain, la réalité est tout autre. Plutôt que de prendre des dispositions réelles pour assurer la sécurité des populations, ces gens-là préfèrent se contenter de faire des discours qui ne servent à rien.

Face à cette situation, nombreux sont les travailleurs qui estiment qu'il faudrait envisager d'organiser la sécurité dans leurs quartiers afin d'éviter d'être toujours des proies faciles de malfaiteurs sans état d'âme. Et ce sont ceux-là qui ont raison.

LES « MICROBES » : UN PHÉNOMÈNE QUI POUSSE SUR LE TERREAU DE LA MISÈRE

Avec la fin de la crise poste électorale, un nouveau phénomène est apparu d'abord à Abobo, a pris de l'ampleur, et s'est étendu à d'autres quartiers d'Abidjan. Il s'agit des bandes

d'adolescents communément surnommées « microbes » et qui s'adonnent à des agressions, même en plein jour. Armés de couteaux et de

machettes, ils investissent une rue et dépouillent tous ceux qui croisent leur chemin.

Des bandes organisées d'adolescents en fonction de leur quartier ou d'autres affinités ont toujours existé. Des rivalités et autres querelles rythment souvent leur existence. Dans ce genre de situation, il est fréquent que des rixes entre bandes éclatent. Mais aujourd'hui, le problème prend une autre dimension. Toute bagarre entre bandes prend très vite l'allure d'agression généralisée.

En début du mois d'août, le sous-quartier Kennedy d'Abobo a connu des perturbations pendant deux jours de suite. Des bagarres entre bandes se sont vite muées en opération de vol et d'agression généralisée. Et cette opération s'est déportée de Kennedy à Avocatier en passant par la Gare d'Abobo.

Malgré tous leurs discours sur la sécurité, les autorités sont désemparées devant le phénomène. Loin d'être jugulé, il s'étend au contraire à toutes les communes d'Abidjan.

La misère qui se généralise est un véritable terreau permettant la prolifération de ces petits délinquants. Dans les quartiers défavorisés, la plupart des enfants ne franchissent pas l'étape de l'école primaire. Une fois en dehors du circuit scolaire, c'est la rue qui les accueille. Là, il faut essayer de survivre tant bien que mal. C'est là que la dérive vers la délinquance est vite franchie.

Pour venir à bout du phénomène des « microbes », il ne suffira pas seulement de créer des unités de répression, ou de plus grandes prisons. Il faudra aussi et surtout faire face à la pauvreté galopante dans les milieux défavorisés.

MADAGASCAR

DES CADEAUX FISCAUX AUX ENTREPRISES DES ZONES FRANCHES

L'Etat et le Groupement des Entreprises Franches et Partenaires (GEFP), viennent de signer un accord prévoyant de nombreux avantages pour les capitalistes de ce secteur. Dorénavant ils pourront créer des succursales à l'étranger, leurs importations à Madagascar ne seront plus soumises à la TVA et les opérateurs de ce secteur bénéficieront jusqu'à 75% d'exonération des impôts sur les bénéfices, pour peu qu'ils déclarent avoir investi.

Par ces cadeaux aux patrons sans aucune contre partie réelle, l'Etat prétend donner « un coup de pouce » à ce secteur afin de l'encourager à embaucher et contribuer au « développement harmonieux et durable du pays ». Ce secteur deviendrait ainsi plus compétitif et passerait, selon les prévisions de Charles Gibrain, un homme d'affaires franco-malgache président du GEFP, de 100 000 emplois actuellement à 300 000 dans les cinq ans à venir.

Ce n'est pas la première fois que le patronat bénéficie des faveurs de l'Etat, mais il en veut toujours plus sans être lié par un quelconque engagement et sans embaucher.

Les travailleurs des zones dites franches sont très mal lotis et sont contraints d'accepter des conditions de travail infernales avec des droits syndicaux presque inexistantes et des salaires dérisoires. Avant 2009 des patrons sans scrupules avaient créé des ateliers taudis en tôles et en planches dans lesquels des milliers de travailleurs étaient soumis à des cadences infernales. A la faveur de la crise politique qui a opposé les deux principaux clans des classes riches et des troubles qui ont suivi, ces patrons ont jeté purement et simplement les travailleurs à la rue. Plusieurs de ces constructions vétustes et précaires ont flambé et leurs propriétaires se sont volatilisés, sans avoir régularisé les salaires dérisoires des travailleurs. Les zones franches ont cependant continué à tourner au ralenti en faisant des sous-traitances avec l'Ile Maurice et quelques contrats avec la France.

Madagascar a été suspendu de l'AGOA (une sorte de communauté économique liée aux USA) pour cause de mal gouvernance et ce n'est que depuis plus d'un an, bien après la tenue des élections, que ce pays a été à nouveau intégré à cette structure et que les zones franches connaissent un regain d'activité. Il s'agit essentiellement d'usines de confection

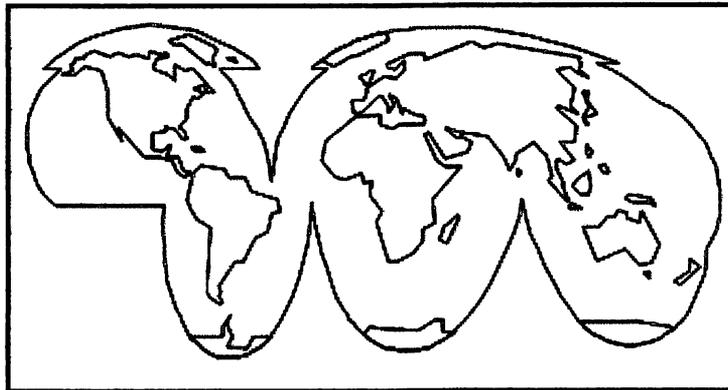
produisant pour les grandes marques de vêtements à travers le monde.

Avant d'être élu Président de la République, Hery Rajaonarimampianina a été homme d'affaires et a aussi ministre. Il était bien placé pour être au courant de la situation des travailleurs victimes des abus patronaux mais

n'a jamais émis la moindre désapprobation à l'encontre de ces derniers. Ici ou là des grèves éclatent, dans les zones franches et ailleurs : mines d'Ambatovy, Air Madagascar, employés des Domaines, ceux du Trésor Public, contractuels de l'enseignement... Elles ne sont pas toujours victorieuses mais les salariés savent se faire respecter.

* * *
* *
*

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.